

International

LES ENJEUX DES MIDTERMS À LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

Renan-Abhinav Moog

12/10/2018

En novembre 2018 auront lieu les premières élections de mi-mandat du président Trump. Si les observateurs se concentrent principalement sur le Sénat, le scrutin pour la Chambre des représentants s'annonce lui aussi serré. La Chambre des représentants pourrait-elle, à la différence du Sénat, basculer du côté démocrate ? Renan-Abhinav Moog analyse ce qui permettrait à ce changement de majorité de s'opérer.

Si la majorité GOP (Grand Old Party, Parti républicain) au Sénat est assez faible (51 sièges sur 100), le Parti républicain dispose de 239 sièges à la Chambre, soit 21 de plus que la majorité (218 sièges). Les démocrates espèrent profiter de l'impopularité actuelle du président Trump pour récupérer la majorité dans les deux chambres. Cet espoir sera difficilement réalisable au Sénat – même si leur victoire du 12 décembre dernier dans l'Alabama a accru leurs chances – et encore plus à la Chambre.

En effet, la Chambre est beaucoup plus stable que le Sénat, qui bascule généralement assez facilement (dernièrement : en 2014, 2006, 2002, 2000). Entre 1954 et 1994, soit quarante années consécutives, la Chambre n'a connu aucune période d'alternance ; elle était solidement tenue par le Parti démocrate.

Mais après la vague GOP de 2010, les démocrates partent avec plusieurs handicaps sérieux.

Leur zone d'implantation a considérablement diminué en dix ans

En 2008, quand Barack Obama a été élu président, les démocrates obtenaient 257 sièges à la Chambre, soit 21 de plus qu'en 2006. Leur répartition géographique était diversifiée : ils détenaient la quasi-totalité des districts de la côte Pacifique, l'ensemble des 9 districts frontaliers avec le Mexique, de solides points d'appui dans le Deep South – Louisiane exceptée – ainsi que dans la Rust Belt et en Nouvelle-Angleterre. La principale zone de force du GOP ralliait l'arrière-pays de la côte Pacifique à la Louisiane, en passant par les États des Rocheuses (nord du Nevada, Montana,

Wyoming, Nebraska) et le nord du Texas. Neuf États étaient entièrement « bleus » (démocrates), contre quatre seulement entièrement « rouges » (républicains).

En 2010, les démocrates perdent 63 sièges et le contrôle de la Chambre. S'ils résistent sur la côte Pacifique (un seul siège perdu), le scrutin est catastrophique partout ailleurs. Ils perdent ainsi 6 sièges à New York – fief d'Hillary Clinton –, 5 sièges dans l'Ohio, 4 en Pennsylvanie, en Floride et dans l'Illinois – pourtant fief d'Obama qui en fut le sénateur de 2004 à 2008 –, 3 dans le Tennessee et 2 dans l'Arkansas, anciens fiefs d'Al Gore et Bill Clinton, mais également 3 au Texas et en Virginie, dont la démographie changeante l'a pourtant fait voter pour Obama deux ans plus tôt. Neuf États sont ainsi entièrement républicains, dont trois étaient entièrement démocrates en 2008. Avec 242 sièges, le GOP obtenait son meilleur résultat depuis 1946.

Après le recensement de 2010, les districts sont redécoupés pour le scrutin de 2012. Ce scrutin, concomitant à la réélection de Barack Obama, se solde par une grande stabilité : les démocrates gagnent 8 sièges, alors qu'il leur fallait un gain net de 25 sièges pour reprendre la Chambre. Pourtant, en prenant en compte l'ensemble des 435 élections, ils devancent de 1,4 million de voix le GOP.

Les *midterms* de 2014 s'avèrent plus dures encore pour le Parti démocrate que celles de 2010. S'il limite la casse à la Chambre avec une perte nette de 13 sièges, il perd le contrôle du Sénat, où les victoires du GOP se font intégralement au détriment de nombreux sortants, dont un tiers est battu, plutôt qu'à la faveur de successions. Au niveau de la Chambre, onze sortants démocrates sont battus, dont deux dans l'Illinois et deux à New York. De plus, le GOP l'emporte dans 5 districts dont le sortant démocrate ne se représentait pas.

Enfin, le scrutin de 2016 est encore plus remarquable de stabilité. Les démocrates gagnent deux sièges dans le Nevada, portés par la double victoire d'Hillary Clinton dans cet État lors du scrutin présidentiel et de Catherine Cortez Masto au Sénat. Ils ajoutent à leur colonne « victoires » un siège dans le New Jersey et un dans le New Hampshire, là où les deux scrutins – présidentiel et sénatorial – ont pourtant été extrêmement serrés. Ils limitent leurs pertes à un siège dans le Nebraska et un en Floride.

En quatre renouvellements, la carte politique américaine a considérablement changé. Les démocrates sont désormais concentrés sur la côte Pacifique et en Nouvelle-Angleterre. Partout ailleurs, ils ont énormément régressé, notamment dans l'ancien « Solid South » et plus encore dans la Rust Belt qui, à elle seule, a permis l'élection de Donald Trump, que personne – Michael Moore excepté – n'avait vu venir. Cela leur cause un problème majeur : il leur faut concentrer leurs moyens

de campagne dans davantage d'États, puisqu'ils ont des possibilités ou des espoirs de conquête pratiquement partout. En 2006, 21 élections dans cinq États contigus étaient particulièrement suivies et identifiées comme les districts clés de ce scrutin. La victoire démocrate à la Chambre s'appuyait sur ces mêmes États qui offraient au Parti démocrate 87% de ses victoires nécessaires. Désormais, il leur faut mobiliser des moyens aux quatre coins du pays, du Texas à New York et du Washington à la Floride.

Concentrés dans les agglomérations, leurs fiefs sont plus fragiles

Alors qu'ils disposaient jadis de bastions ruraux, notamment dans le Deep South, les démocrates sont désormais majoritairement concentrés dans les zones urbaines, ce qui est vrai à la fois dans les États traditionnellement républicains (Saint-Louis, Missouri ; Jackson, Mississippi ; Birmingham, Alabama ; Memphis, Tennessee ; Francfort, Kentucky) mais aussi dans leurs propres fiefs : Detroit (MI) et dans une moindre mesure Chicago (IL) et Philadelphie (PA). Même à New York, ils ne sont réellement présents que dans l'agglomération de New York City, tandis que dans l'arrière-pays, le rapport est de 6 sièges contre 3, en faveur du GOP.

Cela peut s'avérer utile lors d'une élection à l'échelle de l'État, mais peut vite devenir handicapant quand les élections ont lieu au niveau de circonscriptions.

Prenons l'exemple de l'Illinois, fief de Barack Obama et fief démocrate. En 2016, Hillary Clinton l'a emporté avec 944 714 voix d'avance sur Donald Trump, soit 55% contre 38%. Toutefois, lorsqu'on regarde une carte du vote par comté, on s'aperçoit que l'immense majorité de l'État, géographiquement parlant, a voté pour Donald Trump. Cette impression est confirmée lorsqu'on enlève Cook County des résultats de l'État : Donald Trump l'emporte avec plus de 210 000 voix d'avance dans le reste de l'Illinois.

Illinois		Cook county	Reste
2016		(Chicago)	
Hillary Clinton	3 090 729	1 611 946	1 478 783
Donald Trump	2 146 015	453 287	1 692 728
Différence	944 714	1 158 659	-213 945

Intéressons-nous maintenant à quatre autres États, New York, le Michigan, la Floride et la Pennsylvanie. Trois d'entre eux passent pour de solides fiefs démocrates, la Floride étant le *swing State* par excellence. Donald Trump s'est pourtant imposé dans les trois derniers. Examinons plus en détail ces résultats.

Michigan		Wayne ct.	Reste			
2016		Detroit				
Hillary Clinton	2 268 839	519 444	1 749 395			
Donald Trump	2 279 543	228 993	2 050 550			
Différence	-10 704	290 451	-301 155	Pennsylvanie		
2016				Philadelphie		Reste
Hillary Clinton	2 926 441	584 025	2 342 416			
Donald Trump	2 970 733	108 748	2 861 985			
Différence	-44 292	475 277	-519 569			
New York						
2016		NYC	Reste			
Hillary Clinton	4 556 124	2 164 575	2 391 549			

Michigan		Wayne ct.	Reste				
Donald Trump	2 819 534	494 548	2 324 986				
Différence	1 736 590	1 670 027	66 563				
Floride		Miami-Dade	Reste				
2016		Miami					
Hillary Clinton	4 504 975	624 146	3 880 829				
Donald Trump	4 617 886	333 999	4 283 887				
Différence	-112 911	290 147	-403 058				

Quand on enlève la ville principale aux résultats de chaque État, on s'aperçoit qu'ils sont nettement moins démocrates que leur image de « fief » démocrate le laisse supposer. Ainsi, l'écart entre Donald Trump et Hillary Clinton se creuse très largement dans le Michigan, la Pennsylvanie et la Floride, là où Trump ne s'est imposé qu'avec une avance de 0,23%, 0,72% et 1,20% en 2016. À New York, Clinton n'a plus que 66 563 voix d'avance sur son rival, ce qui est très peu, dans un État de cette taille.

Ainsi, les démocrates se trouvent retranchés dans des agglomérations où ils obtiennent d'excellents scores – souvent plus de 80% – ce qui permet de cacher qu'ils sont largement distancés dans les zones plus rurales de ces États.

Bien entendu, le poids de ces agglomérations fait qu'elles sont représentées par un nombre important de districts (12 des 27 CD – les Congressional Districts, circonscriptions électorales des représentants – dans l'État de New York dont 11 ont un représentant démocrate), mais cela s'avère très insuffisant pour obtenir une majorité de sièges, comme c'est par exemple le cas en Pennsylvanie. Sur les 18 CD de cet État, les démocrates n'en représentent que 5 : les 1^{er}, 2^e et 13^e à Philadelphie, le 14^e à Pittsburgh et le 17^e, moins urbain et qui a d'ailleurs voté pour Donald Trump en

novembre 2016. En se basant sur leur score de 2016 (46% contre 54% au GOP), les démocrates devraient obtenir 8 des 18 sièges en jeu. Cela met en évidence un autre handicap pour le Parti démocrate.

La carte électorale leur est défavorable

Aux États-Unis, un grand recensement de la population est mené tous les dix ans. Le dernier a ainsi eu lieu en 2010, le prochain aura lieu en 2020. Après ce recensement, chaque État procède au redécoupage de ses districts congressionnels. Ces redécoupages sont le plus souvent menés par la législature de l'État avec un droit de veto accordé au gouverneur.

Ces redécoupages peuvent être l'occasion pour le parti aux commandes de se donner un avantage pour les prochaines élections nationales. Ce fut par exemple le cas au Texas au début des années 2000. En 2002, le GOP obtenait la majorité au sein de la *State Legislature* (Sénat et Chambre des représentants du Texas). Pourtant, lors des élections des représentants au niveau fédéral, les démocrates remportaient 17 des 32 sièges. En 2003, la nouvelle législature présentait un plan de redécoupage des districts. Et lors des élections de 2004, ils remportaient 6 sièges supplémentaires. Bien entendu, le fait que le Texas soit devenu plus républicain dans les années 1990 est un argument valable pour justifier ce redécoupage, permettant de mettre fin à une domination en sièges des démocrates, alors qu'ils n'étaient plus majoritaires en voix.

Mais cet argument ne tient pas, par exemple, dans le Michigan. En 2001, la législature locale a adopté un plan de redécoupage, alors que l'État perdait un CD, passant de 16 à 15. En redécoupant habilement et en faisant en sorte que deux sortants démocrates s'opposent dans plusieurs districts, les républicains ont réussi à faire perdre trois sièges à leurs adversaires lors des élections de 2002, dans un État où Al Gore l'avait pourtant emporté deux ans plus tôt.

Au-delà d'un simple redécoupage des districts favorisant un parti, il existe également une autre pratique, le *gerrymandering*. Il s'agit de dessiner des districts n'ayant aucune cohésion territoriale, dans le but de rassembler soit les partisans du parti d'opposition, ou bien des quartiers peuplés par une minorité.

Illustration de ce phénomène critiquable : le 4^e CD de l'Illinois réunit deux quartiers hispaniques de Chicago, permettant ainsi à cette minorité (15,8% de la population de l'État en 2010) d'être largement majoritaire dans ce district, où Portoricains et Mexicains forment plus de 70% de la population. Ce district élit le démocrate Luis Gutiérrez, lui-même portoricain d'origine, depuis 1992.

À partir des années 2000 – année où l'Amérique était plus que jamais divisée, avec un scrutin présidentiel partagé et un Sénat à 50-50 –, les partis ont changé de stratégie de redécoupage. Auparavant, il s'agissait d'éclater ses fiefs dans un maximum de districts, pour contrebalancer des zones moins favorables et ainsi remporter un maximum de sièges. Cette stratégie payante s'avérait risquée, car l'adversaire peut aussi l'emporter dans des circonstances exceptionnelles. Désormais, le redécoupage permet de s'assurer des fiefs indétronables, où l'adversaire ne prend même pas la peine de présenter une candidature.

De plus, si l'on s'intéresse aux résultats de l'élection présidentielle à l'échelle des districts congressionnels, il se trouve que Hillary Clinton l'a emporté dans 23 CD dont le représentant est GOP. Ce qui paraît être plutôt de bon augure pour les démocrates ne l'est finalement pas, car Donald Trump l'a emporté dans 12 districts représentés par un démocrate. Hillary Clinton l'a emporté dans 205 districts (93,8% des CD démocrates et 9,5% des CD GOP), contre 230 pour Trump (6,2% des CD démocrates et 90,5% des CD GOP).

Très peu des 435 sièges sont donc compétitifs et il faudrait alors une vague très importante pour faire basculer la Chambre. C'est ce qui s'est produit en 2006, lorsque la très forte impopularité de la guerre en Irak et de l'administration Bush a permis aux démocrates de reprendre le contrôle de la Chambre, ou en 2010, lorsque la vague Tea Party a provoqué un violent retour de balancier en faveur du GOP.

Ils ne sont plus en situation de force dans l'électorat

D'abord largement soutenus par les ouvriers blancs de la *working class*, les démocrates ont ensuite su capter l'électorat des minorités, notamment après les luttes pour les droits civiques dans les années 1960. Si les minorités afro-américaines votent très largement démocrate dans tout le pays, les minorités hispaniques ont longtemps été plus changeantes. Les Américains d'origine cubaine, très présents en Floride, votaient plus volontiers GOP, tandis que les Mexicains, Portoricains ou Salvadoriens plébiscitaient le Parti démocrate.

George W. Bush a été confortablement réélu en 2004 et a également été le candidat républicain à obtenir les meilleurs scores parmi les minorités en trente ans. Il obtenait ainsi 11% chez les afro-américains et 44% chez les latino-américains et asio-américains. La fermeté défendue par les leaders du GOP plus récemment, notamment vis-à-vis de l'immigration, a poussé la communauté *latina* dans les bras de Barack Obama puis d'Hillary Clinton. Cet avantage parmi 36,5% de la population semblait être suffisant pour que les scrutins présidentiels soient facilement gagnés par les démocrates.

Mais c'était sans prévoir la sur-mobilisation de l'électorat blanc lors du scrutin de 2016, qui a permis la victoire de Donald Trump en Pennsylvanie, dans le Michigan et dans le Wisconsin, et son élection à la Maison Blanche. Désormais, le Parti démocrate se retrouve fragilisé. Il doit reconquérir un électorat qui n'a plus majoritairement voté pour lui depuis... 1964 ! Et au sein duquel il n'a dépassé les 45% qu'une seule fois, en 1976, lorsque son candidat venait du Deep South. Et Donald Trump, qui parle justement à l'électeur blanc paupérisé de la Rust Belt, n'est pas le meilleur atout pour favoriser l'opposition, bien au contraire.

Paradoxalement, contrairement à 1976, les démocrates semblent devoir faire un virage à gauche s'ils veulent espérer parler de nouveau à cet électorat. Les performances de Bernie Sanders en 2016 semblent l'indiquer. Ils peuvent également faire le choix d'attendre : la population hispano-américaine ne cesse de croître. Cette hausse a déjà permis de faire basculer durablement la Virginie dans le camp démocrate, elle pourra faire de même dans quelques années en Arizona et au Texas. Elle pourra également mieux ancrer la Floride – *swing State* par excellence – du côté démocrate.

Donald Trump l'a emporté par 305 grands électeurs contre 233. Sans vaincre en Floride mais en gagnant l'Arizona et le Texas, Hillary Clinton aurait obtenu 282 grands électeurs contre 256 à Donald Trump. À défaut de changer, le Parti démocrate peut faire le choix d'attendre... que l'électorat lui redevienne favorable, notamment via l'augmentation de la population *latina* dans certains États.